

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Richard Morin, *Réanimation urbaine et pouvoir local*, Montréal, Presses de l'Université du Québec / INRS-Urbanisation, 1987, 173 p.

par Louise Quesnel

Politique, n° 12, 1987, p. 145-148.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/040576ar>

DOI: 10.7202/040576ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Richard Morin, *Réanimation urbaine et pouvoir local*, Montréal, Presses de l'Université du Québec / INRS-Urbanisation, 1987, 173 p.

Cet ouvrage s'inscrit dans la série des volumes récemment publiés sur la place du pouvoir local dans les stratégies de développement urbain. L'auteur se situe d'emblée parmi ceux qui estiment que les acteurs qui incarnent le pouvoir local (soit les municipalités, les grands et petits industriels et commerçants, les promoteurs immobiliers, les propriétaires fonciers, les vieux notables, les nouvelles couches moyennes, les organismes populaires) apportent une contribution significative à la dynamique urbaine.

La particularité de ce volume ne se trouve pas dans ses préoccupations théoriques, puisque le débat est déjà engagé et

que la littérature existante, à laquelle l'auteur puise abondamment et avec pertinence, offre les propositions de travail qui sont requises ici. La contribution particulière de ce volume réside plutôt dans l'objet choisi soit les quartiers anciens de deux villes québécoises (Montréal et Sherbrooke) et d'une ville française (Grenoble).

Les quartiers anciens ont connu un processus de «dévalorisation» (1950-60) et de «valorisation» (1970-80) qui en font un milieu propice à la compréhension de la dynamique urbaine propre à la seconde moitié du XX^e siècle dans les villes post-industrielles. Dans son premier chapitre, l'auteur souligne rapidement le sort que la rénovation urbaine a réservé aux quartiers populaires en référant au contexte français, canadien et même américain, pour aussitôt poser les éléments qui guideront sa recherche concernant l'intervention municipale dans et sur les quartiers anciens: pressions des différents groupes locaux et difficultés liées à la mise en œuvre des programmes gouvernementaux, à la structure de la propriété du logement, au nombre d'instances politiques locales et au manque de contrôle de la municipalité sur les activités économiques. Ces éléments sont empruntés à une variété d'auteurs sans grande cérémonie, plutôt pour les «besoins de la cause» de sorte que ce premier chapitre prend plus l'allure d'une brève revue de la littérature que d'une problématique.

Le lecteur est entraîné dans les trois chapitres suivants après avoir été informé du plan de chacune des études de cas plutôt que de l'orientation du questionnement retenu.

Trois quartiers sont étudiés: le centre-sud à Montréal (chapitre 2), le centre-sud à Sherbrooke (chapitre 3) et le quartier Berriat à Grenoble. Ce choix est intéressant et les cas sont suffisamment riches et complexes pour permettre une analyse fort complète et détaillée du rôle de la municipalité. Outre les raisons d'ordre académique qui expliquent en partie la comparaison proposée ici entre deux villes québécoises et une ville française — puisque à

tort ou à raison les thèses québécoises réalisées en France se voient imposer (ou presque) une partie française — nous constatons que la comparaison est possible et que les trois cas ont de nombreux points en commun en même temps que certaines spécificités.

L'auteur semble avant tout soucieux de circonscrire le degré d'autonomie des municipalités. Les innombrables procédures et la quantité des organismes impliqués rendent cette entreprise fort difficile sinon impossible. Malgré l'actualité de la question dans les milieux politiques et professionnels, les études de cas suggèrent à juste titre que la question de l'intervention municipale devient plus stimulante lorsqu'elle est posée en rapport avec d'autres types d'intervention (publique mais aussi privée). De plus, comme le suggère l'auteur, la municipalité contribue à la dynamique urbaine même si elle ne la contrôle pas, et cette contribution constitue un objet de recherche valable comme on le constate à la lecture de cet ouvrage.

À partir de quelques exemples, l'auteur constate à plusieurs reprises que la municipalité agit mais qu'elle n'est pas la seule à le faire. Heureusement, R. Morin échappe à la tentation de mesurer l'importance du pouvoir de la municipalité qui se confond plus ou moins clairement à celui des organismes provinciaux et fédéraux (désignés comme étant «l'État»). Il conclut que «les programmes de l'État se sont toutefois largement inspirés de ce qui se passait sur la scène locale» (p. 149). En reconnaissant un certain rôle à la scène locale et indirectement à la municipalité, Richard Morin se situe parmi les optimistes qui considèrent que le pouvoir local constitue encore un objet de recherche valable malgré l'importance accrue que les niveaux centraux se sont mérités dans la recherche avec la montée des préoccupations économiques. La contribution de ce volume réside donc dans le fait qu'il montre bien les limites du pouvoir local et en même temps sa place dans l'ensemble socio-politique et économique plus vaste. Dommage cependant que la

conclusion — trop brève et un peu décevante — n'élabore pas davantage sur ces points pour ajouter à cette bonne étude de cas, une préoccupation plus fondamentale qui aurait pu en faire un bon ouvrage théorique sur le pouvoir local.

Louise Quesnel
Université Laval